
CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

**La commande publique, un levier supplémentaire pour l'insertion,
l'emploi et le développement local.**
Adoption d'une déclaration de principe

Intervention de Gisèle Quérité

Les objectifs de ce rapport vont dans le sens du « manifeste des Régions pour une économie sociale ». Il exprime l'ambition de développer une économie innovante créatrice d'activités et d'emplois de qualité pour tous, qui permettent d'exprimer la solidarité entre habitants générations territoires,

Développer la cohésion sociale sur nos territoires est indispensable et nous avons raison de nous mobiliser, de mettre tout en oeuvre pour créer les conditions qui nous permettent de réagir au mieux. Dans une période de crise, l'intervention publique, en particulier celles des collectivités locales, est très positive.

Mais nous devons être vigilant sur un dispositif qui, s'il est nécessaire face à l'incapacité de l'état à répondre à une situation d'une extrême gravité tant sur l'emploi que sur la grande pauvreté qui s'installe dans notre région, ne doit en aucun cas se substituer à l'état.

Nous vivons l'une des plus graves crises économiques de notre histoire, avec toutes les conséquences terribles que cela va avoir et que cela a déjà, sur nos concitoyens.

C'est toute l'économie qui est touchée, les salaires, l'emploi, les retraites, le logement, l'accès à la santé, les services publics, c'est l'avenir de chacun qui est en jeu.

Face à cette situation, les gouvernements ont perdu le contrôle. C'est le système lui-même qui est en bout de course, système qui choisit la spéculation plutôt que l'emploi, obsédé par les profits, la rentabilité et l'enrichissement sans limite de quelques uns au détriment du développement de tous.

Dans ces conditions, il faut avoir le courage d'avoir des réponses à la hauteur des mesures d'urgence pour stopper la crise, combattre le capitalisme financiarisé.

Une situation qui impose autre chose que le plan de soutien proposé par Nicolas Sarkozy.

La pauvreté se développe, les salaires régressent, on va vers le développement du chômage auquel l'état va contribuer lui même avec la suppression de + de 30 000 postes à court terme. Le gouvernement en diminuant leur capacité financière, étouffe les collectivités locales qui pourtant participent largement à la réponse des besoins des populations.

Les 500 millions d'€ annoncés pour l'assurance chômage sont dérisoires au regard de la dégradation de la situation de l'emploi et sans commune mesure avec les milliards d'€ offerts aux employeurs.

L'état a su trouver des milliards € pour sauver les banques et ne prévoit aucune mesure pour les jeunes qui sont touchés de plein fouet. Déjà il faut constater une augmentation des fréquentations des missions locales.

Si la Région doit utiliser toutes les possibilités que la loi met à sa disposition pour défendre l'emploi en Région Centre et permettre l'amélioration de l'insertion sociale des populations, il convient que nous pointions bien les responsabilités et que nous ne fassions pas les frais politiquement de cette faillite économique

Nous devons :

Dénoncer la remise en question des associations qui contribuent à la cohésion sociale, en première ligne auprès des publics et territoires fragilisés, créatrices d'emplois et que les récentes décisions budgétaires comme le projet de finances 2009 mettent gravement en danger, alors que la Région joue un rôle indispensable pour leur survie (je pense au dispositif Cap'asso)

Dénoncer le manque de moyens et le désengagement de l'état des dispositifs en faveur des jeunes

Réclamer une réforme fiscale qui donne les moyens de répondre aux besoins des populations.

Si la clause sociale ne doit pas constituer une contrainte lourde pour les entreprises candidates, elle doit de la même façon défendre le droit au respect du salarié.

Nous devons être attentif et exigeant sur ce qui touche la question du droit à la formation des salariés, ce dispositif doit être un outil pour permettre plus d'accès à la formation en prenant en compte les compétences nécessaires, manquantes, ou émergentes de notre territoire.

Trop souvent ce genre d'emploi se traduit par une simple utilisation immédiate des salariés, sans suivi, sans suite, ce qui ne peut nous satisfaire. Cela va effectivement demander une grande mobilisation de tous les partenaires, de faire preuve d'une grande prudence, de contrôle et d'évaluations suffisantes afin que nous restions maîtres de nos décisions politiques.